

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société FUNECAP SCA
Commune de LE MEUX**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et ses titres I^{er} et III du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même Code ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 autorisant la société FUNECAP SCA à exploiter un crématorium pour les animaux de compagnie, situé zone d'activités, rue de la Grande Prée - 60880 Le Meux, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 septembre 2024 et 23 janvier 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 23 mai 2025 par la société FUNECAP SCA, dont le siège social est situé à Paris (75015), afin de faire modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 6 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 juin 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

Considérant les faits suivants :

1. Après plusieurs mois de fonctionnement, il s'avère que certaines hypothèses ont été sous-estimées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale dont l'instruction a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 susvisé :

- la part de crémations individuelles qui atteint déjà 42 % sur l'installation de Le Meux. À court terme, on estime la part de crémations individuelles à 50 %. À plus long terme, en observant les tendances de certains pays tels que l'Allemagne ou les États-Unis, cela pourrait atteindre les 70 %. Cela a un impact non négligeable sur l'organisation du travail : en effet, la crémation individuelle demande plus de temps qu'une crémation collective. Actuellement, l'arrêté préfectoral autorise un fonctionnement 6 jours sur 7, sur 3 postes de 7 h, mais cela s'avère insuffisant ;
 - le nombre de cadavres incinérés : le crématorium est victime de son succès. L'objectif d'obtenir 20 % du marché sur la zone de chalandise au bout de 3 ans a largement été dépassé en moins d'un an. Le poids moyen d'un animal ayant quant à lui été surestimé : le tonnage maximal autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire est donc respecté et suffisant (le rythme actuel est de 300 tonnes/an contre 955 tonnes/an autorisées).
- l'exploitant demande l'ajout d'un appareil de crémation individuelle dans son installation, sans pour autant augmenter la quantité annuelle maximale prévue par l'APC du 23 janvier 2025 ;
2. la modification sollicitée n'a aucun impact supplémentaire vis-à-vis du projet dans sa phase d'autorisation environnementale, qui a fait l'objet de l'autorisation préfectorale ;
 3. les modifications sollicitées n'impactent pas les rejets vers le réseau de collecte des eaux usées ;
 4. le crématorium ne faisant l'objet d'aucun changement structurel, aucun impact n'est donc attendu sur les eaux pluviales ;
 5. les modifications sollicitées n'ont aucun impact sur la gestion des déchets : ces derniers sont toujours stockés dans des conteneurs spécifiques et évacués par un prestataire spécialisé. Les quantités supplémentaires seront stockées sur site et, si besoin, la fréquence d'enlèvement sera adaptée ;
 6. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
 7. les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société FUNECAP SCA, dont le siège social est implanté 17 rue de l'Arrivée - 75015 Paris, autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Le Meux, rue de la Grande Prée (coordonnées Lambert 93 : X : 682099,3 et Y : 6917232 m) un crématorium pour animaux de compagnie, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

La liste des installations classées établie à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2025 est modifiée comme suit :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2740	Incinération de cadavres d'animaux de compagnie	<p>Incinération d'animaux de compagnie et équidés, d'espèces de la faune sauvage libre décédées ou décédant dans des cliniques vétérinaires ;</p> <p>Débits supérieurs à 50 kg/h</p> <p><u>Quantités maximales autorisées à être incinérées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'appareil de crémation collective : 655 t/an – pour deux appareils de crémation individuelle : 300 t/an 	Autorisation

Article 3 : Consistance des installations :

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 sont modifiées comme suit :

Le terrain sur lequel l'établissement est implanté présente une surface de 5 630 m².

La surface bâtie est de 1 007 m².

Le reste du terrain est occupé par des espaces verts de 1 478 m², des voiries et cheminements piétons d'une surface totale de 2 912 m², un parking de 233 m².

Plusieurs équipements sont installés :

- deux appareils dédiés aux crémations individuelles :
 - type : appareil de crémation multi-cellules équipé d'une ligne de filtration ;
 - capacité de chargement horaire : 110 kg/h ;
 - volume des chambres cumulées : 1,57 m³ ;
 - consommation en gaz journalière : de 35 à 70 m³ ;
 - un appareil destiné aux crémations dites plurielles ou collectives :
 - type : appareil de crémation FT250R (ou équivalent) équipé d'une ligne de filtration ;
 - capacité de chargement horaire : 250 kg/h ;
 - volume de la chambre : 2 m³ ;
 - consommation en gaz journalière : de 35 à 70 m³ ;
 - une unité de filtration des rejets atmosphériques ;
 - une chambre froide négative ;
 - surface : 65,0 m² ;
 - étanche, résistante aux chocs et revêtue de matériaux permettant le nettoyage et la désinfection ;
 - température - 14°C et - 20°C permettant une durée de conservation des cadavres de 1 mois ;
- La température de celle-ci est enregistrée en continu. Les données enregistrées sont facilement consultables et archivées pendant une période minimale d'un an.
- un dispositif d'alarme permettant de constater tout dysfonctionnement du système frigorifique et toute anomalie de température ;
 - une armoire mortuaire négative :
 - volume : 7,0 m³ ;
 - étanche, résistante aux chocs et revêtue d'acier (intérieur et extérieur) permettant le nettoyage et la désinfection ;
 - plage de température entre + 5°C et - 10°C par un thermostat électronique relié à une alarme en cas de défaillance ;
 - installée dans la salle de préparation.

Article 4 : Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 sont modifiées comme suit :

Les gaz issus de l'incinération des cadavres sont rejetés dans l'atmosphère pour chaque incinérateur par l'intermédiaire d'une cheminée. Les débouchés des cheminées est à une hauteur de 11,5 mètres minimum, avec une altitude du faîtage du bâtiment de 6,5 mètres.

Les cheminées comportent un moyen de prélèvement d'échantillons d'effluents gazeux. Les modalités opératoires décrites par la norme NF X 44-052 (version mai 2002) sont réputées garantir le respect des exigences de prélèvement des échantillons prévues par cet arrêté. Les points de mesure sont aménagés de manière à permettre des interventions en toute sécurité.

<u>Installation</u>	<u>Hauteur cheminée</u>	<u>Débit de rejet des fumées (après filtration)</u>
Four individuel n°1	12,15 m	1 950 Nm ³ /h à 478 °C
Four individuel n°2	12,15 m	1 950 Nm ³ /h à 478 °C
Four collectif	12,15 m	2 400 Nm ³ /h à 146 °C

Article 5 : Caractéristiques des fours

Les dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 sont modifiées comme suit :

L'activité se fait grâce à 3 fours d'incinération (deux pour les crémations individuelles et un pour les crémations collectives), alimentés par du gaz naturel et comportant les caractéristiques suivantes : un appareil de crémation collective et deux appareils de crémation individuelle.

Chaque four est équipé d'une chambre de post-combustion où les gaz sont brûlés pendant 2 secondes au minimum à une température de 850° en présence d'au moins 6 % d'oxygène. Ce procédé permet d'éliminer fumées colorées ou odorantes. De plus, à l'issue de cette post-combustion, les gaz seront filtrés.

Chaque four possède sa propre ligne de filtration.

Article 6 : Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Publicité :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Le Meux pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Le Meux fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Le Meux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspectrice des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **17 JUIL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société FUNECAP

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Le Meux

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

